

Pour plus d'Etat protecteur et stratégie?

Pour surmonter la crise actuelle, certains réclament un Etat encore plus protecteur. Or, celui-ci a clairement démontré ses limites. C'est d'un Etat facilitateur et pragmatique que nous avons besoin.



Elio Di Rupo, ministre-président wallon, Alexander De Croo, Premier ministre, et Jan Jambon, ministre-président flamand. - Photonews



Carte blanche -

Par Mikael Petitjean, professeur (UCLouvain et IESEG School of Management), chief Economist (Waterloo Asset Management)

Publié le 1/10/2022 à 09:00 | Temps de lecture: 4 min 🕒

La chute du Mur de Berlin n'aura finalement pas marqué la fin de l'Histoire que Francis Fukuyama avait pourtant prédite dans son ouvrage publié en 1992. Depuis la résurgence des idéologies nationalistes et étatistes, une partie croissante de la population croit fermement que « l'orthodoxie néolibérale » s'est imposée en Europe et qu'elle sous-tend désormais les décisions prises par nos responsables politiques et économiques. C'est à se demander s'il n'existe pas un univers parallèle que seuls les « éveillés » peuvent entrevoir.

Ces discours formatés sont pourtant d'une efficacité redoutable tant ils permettent à celles et ceux qui les tiennent de gagner des voix en se positionnant comme le seul rempart possible contre la menace d'un « hyper-capitalisme ultra-néo-libéral », qui transformerait l'Europe en une immense jungle sans foi ni loi. Seul un Etat fort, protecteur et stratège, s'appuyant sur de grandes personnalités visionnaires, permettrait à notre civilisation de survivre aux menaces extérieures : celles du marché mondialisé, des multinationales, ou des étrangers.

Une stratégie médiocre

Protecteur, l'Etat l'est déjà depuis des décennies. Les dépenses publiques ont même battu des records en 2020 ; elles ont atteint environ 60 % du PIB dans des pays comme la France et la Belgique. Dans ces circonstances, comment ne pas délirer pour y voir la preuve d'une « orthodoxie néolibérale » omniprésente en Europe ? Stratège, l'Etat a pu nous démontrer dans le passé à quel point il en était un bien médiocre. Pendant de nombreuses années, l'Etat a subsidié des entreprises dans les industries du charbon et de la métallurgie, avec des résultats exécrables sur l'emploi. Plus récemment, l'Etat était censé mener une politique de transition énergétique en faveur d'une économie plus décarbonée. Pour des raisons essentiellement idéologiques, le nucléaire a été délaissé, alors même que des personnalités pondérées comme Jean-Marc Jancovici clamaient haut et fort, depuis des années, que l'Europe ne pouvait s'en passer. L'Europe aura finalement rouvert des mines de charbon cette année et jeté aux oubliettes les accords de Paris pour sauver son économie et son industrie. N'est-ce pas là d'ailleurs la preuve que la décroissance n'est tout simplement pas socialement et économiquement acceptable ?

Plus rien à miser

Si des pays comme la Belgique ou la France veulent se donner les moyens d'offrir un avenir plus radieux aux générations futures, ils n'y parviendront certainement pas en misant sur un Etat plus protecteur ou plus stratège qu'il ne l'est déjà. Ces pays ont déjà parié et ils n'ont plus rien à miser. Ces deux dernières décennies, les charges d'intérêts sur la dette publique se sont nettement repliées, mais l'Etat n'a pas réussi à contrôler la hausse des dépenses primaires. En % du PIB, ces charges sont plus du double de celles de l'Allemagne dont les performances en éducation, justice, et santé ne sont pas pires que les nôtres. Comment ne pas voir que le retour sur investissement d'un euro emprunté par l'Etat « protecteur et stratège » est bien maigre ? Encore un peu de patience, la remontée des taux nous révélera à nouveau le véritable coût d'opportunité des charges d'intérêt et fera passer ce retour sur investissement en territoire négatif.

L'emploi, priorité absolue

L'Etat doit avant tout faciliter l'adoption de mesures de politique économique, dont la littérature académique a démontré l'efficacité. En Belgique et en France, c'est la hausse du taux d'emploi qui doit être la priorité absolue. Le taux d'emploi des 15-24 ans est respectivement égal à 26 % et 35 %, en baisse depuis le début des années 1980, alors qu'il atteint 76 % aux Pays-Bas, en hausse de 26 p % sur la même période. Pour les 55-64 ans, il monte à 56 % et 57 % mais il reste bien inférieur au 73 % des Pays-Bas. Les écarts sont impressionnants et le défi l'est tout autant. La dégressivité des allocations de chômage ou leur variation en fonction de la conjoncture ne suffira pas à le relever suffisamment.

L'amélioration conséquente des compétences joue un rôle déterminant, tout comme l'attractivité d'un pays à l'égard du « grand capital » et de la prise de risque entrepreneuriale.

Capter le capital

L'Europe a un besoin criant de capitaux privés que la guerre en Ukraine fait fuir. Cette demande de capitaux privés restera très significative dans les années à venir. Elle le sera d'autant plus que la décarbonation de l'économie européenne ne fait que commencer, dans un contexte où la marge de manœuvre des pouvoirs publics sera extrêmement réduite. Un Etat facilitateur et pragmatique, plutôt que protecteur et stratège, comprend qu'il faut capter le capital pour l'orienter dans la bonne direction. Tenir des discours étatistes, nationalistes et anticapitalistes est le meilleur moyen d'être spectateur et non acteur d'un monde qui continuera de toute manière à évoluer sans nous.